

Grande pauvreté et corruption

MICHELO HANSUNGULE¹



Quand, en 1991, l'ancien président Chiluba a remplacé le président Kaunda au pouvoir, le taux de pauvreté était de 56%. En se retirant au profit de son protégé, après 10 années au pouvoir, au milieu de menaces et de soupçons de fraude, la pauvreté s'était accrue à 80%. La corruption à grande échelle avait détourné des ressources destinées au peuple zimbabwéen qui, dans le chagrin et le désespoir, observait son pays devenir le plus pauvre au monde.

Le gouvernement a engendré la pauvreté

Un trait caractéristique de la pauvreté en Zambie est qu'elle a été engendrée par le gouvernement et par les institutions internationales. La pauvreté en Zambie n'est pas simplement survenue; elle a été provoquée. Par exemple, les hausses brutales récentes du prix de la farine de maïs, aliment de base du pays, ont laissé de nombreuses familles dans l'incapacité de s'assurer un repas. Les hausses ont été autorisées dans le cadre de la politique de libéralisation gouvernementale. En conséquence, un grand nombre de femmes, la plupart portant leur bébé au dos, dorment dans des couloirs face à C & S Wholesalers, au Marché Soweto de Lusaka, attendant d'acheter un sac de farine de maïs bon marché. Les propriétaires de C&S se procurent de la farine de maïs bon marché en Afrique du sud et le revendent à 18.000 kwacha zambiens le sac (4,70 dollars US). Dans les magasins ordinaires, le prix du même sac s'élève à 40.000 kwacha (10,50 dollars US) ou plus.

De même, le gouvernement a réduit des centaines de milliers de retraités à la misère en ne leur payant pas leurs droits. Récemment, un éminent avocat de Lusaka qui défendait certains de ces retraités a adressé une lettre publique à l'ancien président Chiluba, exigeant qu'il intervienne dans cette question. Même après que les tribunaux ont jugé en leur faveur et que le parlement leur a accordé des fonds pour leurs pensions, le gouvernement n'a pas payé les droits aux retraités.

L'agriculture, censée être la pièce maîtresse de l'économie, s'est effondrée depuis longtemps. Le prix des semences de maïs et celui des engrais sont beaucoup trop élevés pour les petits agriculteurs, qui constituent le gros de la communauté agricole. Dans le même temps, le gouvernement affecte des sommes dérisoires à l'agriculture. Dans le budget de 2000, le gouvernement a alloué à l'agriculture 32 milliards kwacha (8,4 millions de dollars US), contre les 418 milliards de kwacha (1,1 milliards de dollars US) qu'il a consacrés à rembourser les créanciers de la ZCCM (Zambia Consolidated Copper Mines), à un moment où la ZCCM n'apporte aucune contribution à l'économie. Trente deux milliards de kwacha, c'est moins que ce qu'un agriculteur commercial dépense dans sa ferme par an. Ces politiques, associées à la corruption, ont condamné des millions de ménages à une vie misérable.

Les institutions internationales aussi ont engendré la pauvreté

Les institutions internationales ont également contribué aux niveaux élevés de la pauvreté dans les ménages zambiens. Les politiques du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en particulier, ont aggravé le problème. Leur insistance pour que les gouvernements réduisent les dépenses et introduisent des politiques monétaires et fiscales rigoureuses ont précipité l'inflation galopante dans les années 70 et mené à la situation catastrophique que la Zambie vit aujourd'hui. Bien que la Banque mondiale se soit récemment présentée comme un défenseur de la réduction et de l'allègement de la pauvreté, elle est, en fait, en Zambie, un des principaux artisans de la pauvreté. Les politiques des institutions internationales de crédit, qui mettent l'accent sur le profit plutôt que sur les personnes, ont détruit le peu qui restait pour protéger la dignité humaine dans des pays pauvres tels que la Zambie. Les 6 milliards et plus de dollars US de dette de la Zambie ont été contractés et se sont accrues sous la supervision directe des mêmes institutions financières qui se prétendent actuellement des sauveurs.

Récemment, la Zambie a été admise à l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) du FMI et de la Banque mondiale. En conséquence, le pays sera habilité à bénéficier d'une certaine mesure d'allègement du fardeau de sa dette à compter de cette année. Certaines des ressources qui auraient dû être versées aux créanciers internationaux peuvent actuellement être utilisées par la Zambie pour l'allègement de la pauvreté. L'expérience montre, toutefois que l'Initiative PPTE profite au gouvernement, et non aux populations. Elle profite plus spécialement aux politiciens du parti au pouvoir. Par exemple, les ressources du PPTE auxquelles la Zambie a eu accès ont déjà été acheminées vers le Cabinet présidentiel (sécurité, renseignements) pour servir à des fins politiques, afin de rehausser les chances du parti politique de Chiluba, le MMD (Movement for Multiparty Democracy).

Une condition clé de l'Initiative PPTE est que les gouvernements produisent un plan de réduction de la pauvreté «participatif». Mais le plan actuellement en cours d'élaboration par le gouvernement et la Banque mondiale ne peut, en aucune manière, être qualifié de «participatif». Il n'y a pas un seul représentant des pauvres dans l'équipe qui est en train d'élaborer le plan. Le gouvernement a simplement identifié des ONG sympathisantes et les a intégrées à l'équipe, afin que celle-ci donne l'impression d'une participation à la base. Personne dans l'équipe n'a fait l'expérience de l'insécurité et du désespoir d'être pauvre.

¹ Michelo Hansungule est professeur de droit, Centre des droits humains, Faculté de droit, Université de Pretoria, Afrique du sud.



Le gouvernement le plus corrompu de l'histoire

Le gouvernement de l'ancien président Chiluba était le plus corrompu de l'histoire du pays. Les ressources qui auraient dû servir à améliorer la qualité de vie des populations ont été détournées par la corruption. Ses propres ministres, et son vice-président, ont accusé Chiluba d'être impliqué dans la corruption à grande échelle à travers le détournement de l'argent du maïs et des transactions douteuses sur le cuivre et le cobalt et ont entamé contre lui une procédure de destitution sans précédent, au Parlement.

Pour empêcher toute action contre lui, l'ancien président avait fermé le parlement pendant près d'un an et, dans le même temps, s'était jeté dans la mêlée pour accuser ses propres détracteurs des mêmes crimes. Pendant ce temps, le président siégeait dans des institutions judiciaires telles que la Commission anti-corruption, contrecarrant les efforts de celle-ci dans son travail.

Avec le blocage de toutes les voies légitimes pour enquêter sur la corruption, la seule option restante était de voter pour faire tomber le gouvernement lors d'élections qui ont eu lieu le 27 décembre 2001. Bien que n'étant pas candidat (ayant été disqualifié par la constitution et par la population qui rejetait ses tentatives visant à modifier les règles pour s'accorder un troisième mandat), Chiluba montrait clairement qu'il soutenait. Il fit jouer son influence et mit les ressources du pays à la disposition de son héritier et protégé apparent, Levy Mwanawasa, son premier vice-président en 1991, qui avait démissionné en soupçonnant Chiluba de corruption.

On sait que l'électorat en Afrique ne vote pas de manière judicieuse, et les élections zambiennes n'ont pas fait exception.

Élections: accusations d'intimidation et de fraude

Durant une manifestation à Kitwe's Parklands, lors de laquelle il présentait Levy Mwanawasa comme le successeur qu'il s'était choisi, Chiluba avait déclaré que le Movement for Multiparty Democracy gagnerait les élections «quoi qu'il arrive». Mwanawasa dit au public: «J'irai au Palais présidentiel même s'il me faut marcher sur les corps des dirigeants de l'opposition.» Comme on pouvait le prévoir, Mwanawasa «remporta» les élections et succéda à Chiluba à la présidence. Son parti n'a pas réussi à obtenir la majorité des 150 sièges de l'Assemblée nationale.

Malgré des allégations sérieuses de truquage et de fraude, Chiluba s'organisa rapidement pour que Mwanawasa prête serment comme troisième président de la République du pays. Ce faisant, il intimida les juges qui avaient souhaité recueillir les plaintes de l'opposition, ainsi qu'une demande visant à suspendre la proclamation du vainqueur en attendant la vérification des résultats.

Le nouveau président de la République n'a pas de majorité au parlement, n'ayant pas réussi, même par des manipulations, à s'assurer des voix dans de nombreuses parties de la Zambie. En conséquence, il a eu recours au pouvoir de nomination que le confère l'article 68 de la Constitution, pour désigner six membres du parlement, qu'il a également nommés pour diriger des ministères clés, notamment les finances et la justice. Bien qu'il ait été élu par le MMD, Mwanawasa a spécifié à maintes reprises qu'il représentait «la continuité dans le changement», qu'il a appelé «New Deal». Des observateurs notent, toutefois, que la politique économique du MMD n'a été redéfinie que récemment dans le Manifeste du MMD et que le «New Deal» ne faisait pas partie de ce document.

En plus de son manque de majorité nette au parlement, l'autre problème de Mwanawasa est qu'il n'a pas une forte emprise sur le MMD. L'ancien président Chiluba tient toujours les rênes du parti, avec l'appui de ses acolytes, notamment certains des responsables corrompus qui occupent des positions importantes dans le parti. Les pressions exercées par le MMD sur Mwanawasa sont déjà perceptibles dans les nominations récentes au cabinet. Bien que se présentant comme un croisé de l'anti-corruption, il a été contraint d'inclure dans son cabinet des ministres qui avaient auparavant été révoqués sur des soupçons de trafic de drogue.

Le pays est abattu depuis les élections du 27 décembre, que nombre de personnes soupçonnent d'avoir été massivement truquées et l'avenir semble à présent encore plus sombre.

Cap sur la pauvreté

Les politiques économiques libérales qui avaient valu au président Chiluba les éloges de la communauté internationale lors de son arrivée au pouvoir ne se sont pas traduites en avantages tangibles pour les pauvres. Au bout de dix ans, ces politiques ont plutôt produit des millions de pauvres de plus qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire de la Zambie.

Dans le même temps, en raison de l'effondrement de l'économie, les manufacturiers se sont transformés en marchands de produits finis provenant de diverses parties du monde. Des travailleurs ont été licenciés sans perspective de retrouver un autre emploi et leurs indemnités de licenciement ne sont pas versées. Pendant ce temps, des milliers de personnes meurent de maladies opportunistes résultant du VIH/Sida.

Il y a quelques années, la Banque mondiale prédisait que si les tendances se poursuivaient, la Zambie serait condamnée à être le pays le plus pauvre au monde. Cette prévision est en train de devenir réalité. Figurant presque qu'au bas de la liste alphabétique des pays du monde, la Zambie est rapidement en train d'occuper la même position dans le développement. ■

Women for Change
<wfc@zamnet.zm>